

# Le monde à l'aube d'une ère nouvelle

## Partage international n° 283 - Mars 2012

Interview de Federico Mayor Zaragoza par Carmen Font

*Federico Mayor Zaragoza (né à Barcelone en 1934) est une personnalité respectée en Espagne et à l'étranger pour son travail incessant en faveur de la paix et du développement. Il a occupé divers postes ministériels au sein de plusieurs gouvernements espagnols de transition (années 1970-1980) et a ensuite été membre du Parlement européen. Il a acquis une large reconnaissance internationale lors de son mandat de directeur général de l'Unesco de 1987 à 1999, période au cours de laquelle il a donné un nouvel élan à la mission de cette organisation. En 1999, il a décidé de ne pas solliciter un troisième mandat à l'Unesco et, de retour en Espagne, il a créé la Fondation pour la culture de paix, dont il est le président. Carmen Font l'a interviewé pour Partage international.*

*Partage international : Récemment dans le monde arabe on a vu le pouvoir des peuples s'exprimer de façon inédite. Qu'en pensez-vous ?*

**Federico Mayor :** Ces peuples iront jusqu'au bout. Ils rencontreront encore de nombreux obstacles, mais ils ne s'arrêteront pas en chemin. En 1994 j'ai écrit le livre *Crime of Silence (Le Crime du silence - non traduit en français)* parce que je m'étais rendu compte qu'on ne pouvait plus garder le silence. Lorsqu'on ne peut s'exprimer parce qu'on est opprimé, c'est une chose. Mais si l'on a la liberté de parler, on ne peut rester silencieux. Désormais, grâce aux nouvelles technologies de la communication, le silence n'est plus possible. S'exprimer est même un devoir. Et nous n'avons plus peur. Regardez le mouvement de la Puerta del Sol à Madrid [les Indignés] qui s'est déplacé sur l'espace virtuel d'Internet et s'est internationalisé. On le retrouve à New York avec le mouvement « *Nous sommes les 99 %* », ou « *Occupy Wall Street* ».

Dans les années 1980, nous avons fait l'erreur de permettre que tout ce pour quoi nous nous étions battus par le passé - les droits démocratiques, les droits sociaux, la solidarité - soit écarté pour laisser la place à la loi du marché. Des experts bardés de diplômes nous ont transformés en robots

consommateurs. Ils ont remplacé les valeurs éthiques en valeurs marchandes, en mettant un prix à tout. Mais, comme l'a dit le poète espagnol Antonio Machado : « *Seul l'idiot peut confondre la valeur et le prix.* » Ils ont aussi fourvoyé les Nations unies, une institution démocratique mondiale qui, malgré tous ses défauts, permet aux peuples et aux nations du monde, unis par un destin commun, d'« *éviter l'horreur de la guerre* » aux générations futures. Les Nations unies avaient évolué à plusieurs reprises jusqu'à ce que, en 2003, George Bush réunisse le G20 des pays en développement et décrète leur sauvetage « *héroïque* » par les institutions financières, ce qui a eu pour résultat de plonger ces pays pauvres dans une misère supérieure encore. On a permis que les banques fassent n'importe quoi, jusqu'à ce que l'on soit forcé de les renflouer. Aujourd'hui, les banques sont riches et les pays pauvres s'appauvrissent toujours plus.

**PI.** *Les forces du marché, si elles gouvernent toujours l'économie, sont de plus en plus critiquées, et même par les politiciens. De quelles alternatives spécifiques dispose-t-on pour remplacer les forces du marché par une économie basée sur le partage, dont on peut voir des exemples étonnants dans certains pays d'Amérique latine ?*

**FM.** Les forces du marché sont une invention occidentale. Je suis bien placé pour le savoir, les Etats-Unis ont longtemps eu l'habitude de s'immiscer dans les affaires des démocraties latino-américaines pour lutter contre « le communisme ». Mais ils ont oublié la Chine. La Chine est l'usine du monde, mais nous fermons les yeux sur les conditions de travail cruelles des ouvriers chinois. Nous ne voyons que les prix bas ; c'est la cupidité qui nous motive. Le monde occidental est à la dérive parce qu'il a abandonné ses grands principes démocratiques et éthiques pour favoriser la loi du marché, et pour avoir laissé l'Onu entre les mains des pays riches.

C'est vrai, on observe en Amérique latine des changements positifs, parce que certains gouvernements ont rejeté les conseils de ces instruments de domination que sont le FMI et la Banque mondiale, et ont exploré de nouvelles voies. L'émancipation de l'Amérique latine grâce à la Celac (Communauté des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes) est positive ; elle permet à tous ces pays d'être toujours amis avec l'Espagne, leur mère, et avec leur grand frère l'Amérique du Nord, mais sans plus dépendre d'eux.

L'Afrique se réveille, et l'Asie où, outre la grande

question posée par la Chine, on voit l'Inde qui connaît un développement formidable, tout comme l'Asie du Sud-est. Nous les Européens sommes habitués à nous regarder le nombril. Aujourd'hui nous sommes à la dérive parce que nous avons accepté les règles imprudentes imposées par Thatcher et Reagan qui nous ont fait abandonner nos principes moraux pour nous plier aux lois des marchés boursiers.

J'ai proposé à la communauté internationale que cette Europe à la dérive, justement parce qu'elle a abandonné ses principes moraux, soit à l'origine d'une déclaration universelle en faveur de la démocratie, de la justice sociale et de la solidarité. Cette action apporterait de l'inspiration aux peuples à un moment où ils en ont plus que jamais besoin. L'Europe ne peut pas continuer à fermer ses portes et son cœur. Nous avons toujours l'Otan à l'intérieur de nos frontières, ce qui signifie que la sécurité européenne dépend toujours d'un général américain, et nos dépenses militaires sont trop importantes. A ce propos, je dois dire que le président Obama a été assez courageux pour imposer au Pentagone des réductions dans le budget militaire.

**PI.** *Vous avez récemment proposé la mise en place de la taxe Tobin sur les transactions financières.*

**FM.** Oui, il y a eu plusieurs réunions pour étudier les modalités de la mise en place de cette taxe, qui est un instrument parfaitement valable pour assainir l'économie. En 2005, les présidents français Jacques Chirac, chilien Ricardo Lagos, brésilien Lula da Silva et espagnol José Luís Rodríguez Zapatero se sont réunis avec le secrétaire général de l'Onu Kofi Annan, pour étudier la façon dont les pays riches pourraient assumer leurs devoirs envers les pays en voie de développement. Leur préoccupation principale était que les institutions financières n'exploitent pas ces pays, et la taxe Tobin pouvait être un bon instrument pour aller dans ce sens et financer des politiques de développement. Malheureusement, aujourd'hui, certains proposent que les ressources de la taxe Tobin servent à financer le budget européen et à assurer la stabilité financière de l'Europe. Même si je ne suis pas économiste, ma longue expérience me permet d'affirmer que l'on ne peut pas continuer à s'intéresser uniquement à nos propres intérêts financiers en faisant des coupes sur les budgets alloués au développement des pays moins favorisés.

« ... L'éducation est la solution. Il n'y a pas de réelle démocratie sans participation, si les leaders, les membres du parlement ne représentent pas vraiment la voix du peuple. Pour se

mobiliser, prendre position et s'impliquer, il faut prendre le temps de la réflexion. Il est essentiel d'être à l'écoute du monde. Il faut l'observer, ce qui est beaucoup plus que simplement le regarder, afin de développer une vision planétaire, être conscient de la totalité de l'humanité, et être capable d'agir sans attendre que des catastrophes nous secouent et nous contraignent à réagir.

Ceux qui nous gouvernent ont toujours gardé leur distance vis-à-vis des citoyens et n'ont pas été capables d'imaginer la puissance d'une révolution virtuelle par Internet, avec les téléphones portables, les SMS... Grâce à ces outils qui permettent de participer à distance, les peuples occupent maintenant le devant de la scène avec une confiance renouvelée. Ceci changera les consultations électorales. Et en un mot, ça changera la démocratie. » (Extrait du livre *The Crime of Silence*, p.18)

**PI.** *Beaucoup de gens associent ces coupes à la peur, la lâcheté et le manque de vision des politiciens et des institutions. Vous avez beaucoup abordé cette question de la peur, et de la façon dont elle nous empêche d'être des citoyens actifs dans le monde. Pensez-vous qu'il soit possible de se libérer de la peur une fois pour toutes, dans cette crise mondiale qui a réveillé les peuples ?*

**FM.** La peur est intrinsèque à l'homme. Il y a toujours eu des dirigeants tout au long de l'histoire qui ont régné avec un pouvoir absolu qui a emporté beaucoup de vies humaines. Ce pouvoir absolu s'est nourri de la peur et a créé des sujets, pas des citoyens, et la peur s'est perpétuée. Mais aujourd'hui les peuples se rendent compte que la vie pourrait être meilleure, même si elle est encore certainement un mystère, et qu'il faut la vivre avec intensité. Il faut profiter de la vie et lui donner une texture riche. Nous devons aspirer à nous libérer de la peur, et c'est maintenant possible pour la première fois dans l'histoire, en partie grâce aux nouvelles technologies de la communication, qui permettent à tous de s'exprimer librement à une échelle mondiale. La voix des peuples nous donne l'occasion d'explorer des voies démocratiques véritables à une échelle locale et globale, parce que jusqu'à maintenant la démocratie a été réduite au décompte des votes lors des élections. Dorénavant, on assistera à une intensification progressive de la libre expression des citoyens. Internet permet à tous de participer à un

forum ouvert qui ne connaît pas de frontières physiques ; cette nouveauté s'imposera et elle permettra aussi bien de consolider des démocraties fragiles que de corriger des tendances qui ne vont pas dans le sens de la dignité humaine et faire des propositions spécifiques pour promouvoir un avenir différent. Je pense que le pouvoir des peuples est irrésistible ; avec le temps, il sera de moins en moins contestataire pour devenir une force de proposition.

**PI.** *Pourriez-vous avancer quelques prédictions pour 2012 ?*

**FM.** Je pense que 2012 sera une bonne année et il se pourrait que le président Obama soit réélu. Bien qu'il ait été empêché de réaliser son concept de solidarité envers les pauvres de son pays, Obama pourrait bien rétablir le multilatéralisme dans les relations internationales. Et ceci est essentiel, parce que nous ne pouvons pas continuer à décider seuls de choses comme de tuer Kadhafi au lieu de protéger la population civile en Libye ; nous ne pouvons pas accepter que le chaos actuel en Syrie continue, ou de décider de nous engager en Iran pour y faire ce que nous avons fait en Irak. Le multilatéralisme marquerait un nouveau commencement dans la gestion des affaires mondiales.

Et pour ce qui est des économies occidentales, je pense que l'Europe se rendra compte finalement que les plans d'austérité et les coupes budgétaires ne sont pas la meilleure façon de créer des emplois et de rétablir la croissance. Je crois que nous relocaliserons la production chez nous, puisqu'aujourd'hui nous avons laissé cette responsabilité à des pays qui ne respectent pas les droits de l'homme et, ceci, comme je le disais auparavant, est un acte irresponsable de pure cupidité. Les Mayas avaient raison quand ils ont prédit que 2012 serait l'année d'un nouveau départ, d'une nouvelle ère.

Récemment s'est tenu le sommet de Davos, mais il ne m'intéresse pas du tout parce que les experts qui s'y retrouvent ne font que prolonger les convulsions mortelles d'un système capitaliste à l'agonie.

A une autre époque, Mikhaïl Gorbatchev avait réussi à amener en douceur l'effondrement de tout un système, le communisme, qui avait pour idéal l'égalité de tous, mais avait oublié la liberté et la justice. Nous ne devons pas oublier que sans égalité et sans justice, la liberté fournie par le système capitaliste ne conduit à rien de bon, et ceci est la cause de l'écroulement du système capitaliste auquel nous assistons en ce moment. On ne peut plus favoriser quelques privilégiés pour essayer de prolonger un système moribond.

Il nous faut inventer un autre système, une autre Onu. Roosevelt avait raison : le pouvoir doit revenir aux peuples, et non à des groupes particuliers, que

ce soit le G7 ou le G20. Vous verrez : les Nations unies seront rétablies avec un Conseil de sécurité qui s'intéressera non seulement aux droits territoriaux et à la résolution des conflits, mais qui aura également une responsabilité sur les questions environnementales et socio-économiques. L'Onu sera plus proche des vrais problèmes et représentera tous les peuples d'une façon équitable et digne. Vous verrez. Et à l'Assemblée générale ne siègeront plus seulement des Etats comme aujourd'hui mais également des représentants de la société civile à hauteur de 50 % des sièges.

Je pense qu'on peut être optimistes ; l'espèce humaine a la capacité divine de créer. Les Nations unies ne pourront survivre si les nations ne sont pas unies ! Donc, on ne peut pas admettre que les Etats-Unis abandonnent l'Onu alors qu'ils l'ont créée, et qu'ils se plaignent que la Palestine y ait été réadmise comme un Etat de plein droit. De telles attitudes doivent disparaître ; cette arrogance n'a plus d'effet aujourd'hui.

On observe une évolution positive de la sensibilité des hommes et grâce aux nouvelles technologies de la communication et de l'information nous allons pouvoir ouvrir des espaces importants de pouvoir et de représentativité pour les peuples du monde. Nous sommes, en effet, à l'aube d'une ère nouvelle.

On ne pourra apporter de remède aux maux de ce monde que si les conditions suivantes sont remplies :

1. Si l'on consolide la démocratie et si les leaders politiques reprennent les rênes de la gouvernance au lieu de plier sous la pression des institutions financières, et s'ils parviennent à remplacer une économie basée sur la spéculation par une économie basée sur la connaissance.
2. Si l'on réduit les dépenses militaires pour consacrer plus d'argent au développement global, en augmentant le nombre de personnes qui profitent du progrès.
3. Si les paradis fiscaux sont définitivement supprimés et des mesures financières alternatives sont mises en place, telles qu'une taxe sur les transactions électroniques.
4. Si les groupes ploutocratiques imposés par les partisans du « globalisme » (les G7, G8, G20) sont dissouts une fois pour toutes ; si les Nations unies sont renforcées et dotées de réels moyens pour accomplir leurs missions de sécurité au niveau mondial,

en application des lois internationales, y compris celles de l'Organisation mondiale du Commerce ; si elles garantissent que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international poursuivent les buts pour lesquels ils ont été fondés ; si l'Onu a la capacité de déployer rapidement des Casques bleus plutôt que de rester un témoin passif des génocides et des violations des droits de l'homme, et si les actions des Casques rouges (les « frères humanitaires » des casques bleus) sont coordonnées et orientées vers la réduction de l'impact des désastres naturels ou artificiels...

5. Si l'on décide immédiatement que les drogues n'ont pas de valeur et sont rendues universellement disponibles à des prix raisonnables, comme le sont l'alcool et le tabac. Cette légalisation sera accompagnée, en fonction des circonstances, par des campagnes

globales de communication pour décourager d'utiliser des drogues et faire la promotion des traitements pour guérir de la dépendance.

6. Si les citoyens du monde, conscients de leur capacité à participer à distance, cessent d'être passifs pour devenir des acteurs de leur destin. (*The Crime of Silence*, p.21)

Pour plus d'information : [www.fund-culturadepaz.org](http://www.fund-culturadepaz.org)

Le livre de Federico Mayor Zaragoza *The Crime of Silence* est disponible en téléchargement gratuit sur le site (en espagnol et en anglais).

**Auteur** : Carmen Font, professeur d'université et correspondante Share International. Elle réside en Espagne.

**Thématiques** : [politique](#)

**Rubrique** : [Entretien](#) ()